

# Démondialisation ou altermondialisme ?

mardi 21 juin 2011, par [HARRIBEY Jean-Marie](#) (Date de rédaction antérieure : 7 juin 2011).

La violence de la crise mondiale est telle que, face à la faillite des politiques économiques dont l'objectif n'est pas d'en venir à bout mais de préserver les privilèges acquis par une minorité de possédants, des propositions en apparence iconoclastes fusent de partout. Notamment, en Europe, où la crise prend le visage d'une crise de la dette publique, née de l'amoindrissement délibéré des recettes fiscales et du sauvetage désespéré du système bancaire par des États désormais à la merci des marchés financiers dont les exigences deviennent exorbitantes. Comme il est avéré que l'origine fondamentale de cette crise est la financiarisation de l'économie mondiale dont la face visible avait nom « mondialisation », l'idée de « démondialisation » fait son chemin. À gauche, autour d'intellectuels comme Emmanuel Todd et Jacques Sapir, mais aussi à droite. Et c'est le Front national de Marine Le Pen qui entreprend de braconner sur le terrain du social, en profitant des désastres dont sont frappés un à un les pays européens, et de proposer de démondialiser l'économie.

Cette notion de démondialisation pose un vrai problème à l'altermondialisme. Il est certes économique, mais il est avant tout d'ordre politique. Pour le dire carrément et s'en tenir ensuite à un débat interne au camp qui se reconnaît dans la démocratie, il faut se défaire de cette idée aussi vieille que l'émergence du Front national il y a trois décennies, selon laquelle le FN poserait les bonnes questions mais n'apporterait pas les bonnes réponses. Or ce parti ne donne pas les bonnes réponses parce qu'il ne pose pas les bonnes questions.

Au moins trois raisons sont déterminantes pour refuser la thématique de la démondialisation, en tout cas telle qu'elle semble être posée dans le débat public presque dans les mêmes termes à droite et dans une partie de la gauche.

La première concerne la nature de la dégradation sociale qui submerge les pays européens et la France en particulier. Le chômage incompressible depuis trente-cinq ans, la précarité imposée dans tous les secteurs économiques, la destruction progressive du droit du travail, de la protection sociale et des services publics au sein des pays développés, ne sont pas d'abord imputables aux pays émergents mais aux politiques systématiques amorcées à la fin des années 1970 et au début des années 1980, lorsque les classes bourgeoises ont entrepris de rétablir la rentabilité des capitaux. Dès lors, tout est allé dans le même sens : liberté totale de circuler aux capitaux et dévalorisation de la condition salariale, dont l'illustration emblématique fut la forte détérioration de la part salariale dans la valeur ajoutée pendant la décennie 1980, bien avant que la Chine ne devienne l'atelier du monde. On ne viendra pas à bout du détournement des revenus vers les actionnaires en instaurant des droits de douane vis-à-vis de la Chine ou d'autres, mais par une redistribution des richesses dans nos pays et entre tous les peuples.

Le régime d'accumulation qui était cité en exemple aux États-Unis, en Irlande, au Royaume-Uni, en Espagne, où la bulle immobilière a dégénéré en crise globale, est le produit de la logique profonde d'un système dont les racines sont à rechercher avant tout dans ces pays plus que dans les pays émergents desquels il conviendrait de se protéger unilatéralement. Malheureusement, chez les partisans cités plus haut de la démondialisation, est occulté le processus de marchandisation à outrance de tous les pores de la société, de l'éducation aux connaissances, de la santé à l'énergie, de la terre au génome des espèces vivantes, etc. Le retour à des frontières nationales hermétiques n'enrayera pas la crise de civilisation dans laquelle nous plonge un capitalisme qui va au bout de sa

folie.

La deuxième raison qui force au scepticisme à l'égard de l'idée de démondialisation porte sur la crise spécifique de l'euro. Certains économistes classés à gauche rejoignant d'autres dans la droite souverainiste ou extrême proposent de sortir de l'euro et de dévaluer la monnaie nationale retrouvée, et le FN rebondit dessus en adoptant leur scénario et même le tempo proposé par Jacques Sapir. Or ces propositions risquent d'accentuer les difficultés au lieu de les résoudre :

- parce que les pays verraient leur dette souveraine s'accroître proportionnellement à la dévaluation puisqu'elle resterait libellée en euros ;

- parce qu'une monnaie nationale ne protège ni du néolibéralisme ni de la spéculation : a-t-on vu quelque gouvernement britannique s'opposer au néolibéralisme puisqu'il disposait d'une livre sterling ? a-t-on le souvenir dans le passé que le franc, la livre ou la lire étaient des boucliers contre les attaques spéculatives ? a-t-on en mémoire que la Banque de France, qui ne fait plus d'avances au Trésor public depuis 1973, nous ait par principe mieux protégés que la Banque centrale européenne ?

- parce qu'à l'heure d'une crise aussi grave, il faut éviter à tout prix le déferlement de politiques unilatérales qui tourneraient le dos définitivement à une coopération entre les peuples ; or une dévaluation unilatérale serait fondée sur une double erreur : croire que les autres pays resteraient de marbre et ne procéderaient pas aussi à un changement de leur taux de change, et croire que la compétitivité des prix serait gage d'une croissance plus forte ; s'il y a un problème de taux de change euro/dollar et euro/yuan, c'est au niveau de l'euro qu'il faut le régler et non au niveau d'un supposé franc retrouvé ;

- parce que l'ennemi n'est pas l'étranger mais la politique de classe menée par une bourgeoisie financière arrogante et prédatrice, aidée par des gouvernements en symbiose et légitimée par une presse et une majorité d'économistes aux ordres. [1]

Tout milite donc en faveur de la mise au pas des banques et de la banque centrale, par le frein mis à la circulation des capitaux - sans laquelle les marchandises circuleraient bien moins -, en faveur du rétablissement du contrôle public et citoyen sur la création de la monnaie, en faveur d'une révolution de la fiscalité pour lui donner un tour résolument progressif. À ce moment-là, il sera possible de mettre en marche la réduction des inégalités et, à l'échelle européenne, d'instaurer de véritables transferts budgétaires vers les pays dont le développement est moindre, option qui serait interdite par les solutions unilatérales de démondialisation. La mondialisation fut celle du capital et il est à craindre que la démondialisation ne profiterait pas au travail.

S'il est urgent de « révolutionner » la maison Europe, il faut commencer par le commencement : s'attaquer au pouvoir du capital à travers sa possibilité de circuler, refonder la fiscalité, rendre l'emploi et les salaires décents, démarchandiser la société en décrétant inaliénables les services publics, la protection sociale et tous les biens communs. Les mobilisations sociales contre l'austérité qui montent en beaucoup d'endroits en Europe seraient un levier pour engager une véritable transformation de la société. Et s'il y a besoin de protéger une telle expérience, au besoin par la menace précise de faire voler en éclats cet euro-là avec la politique monétaire néolibérale qui l'accompagne, de manière concertée avec d'autres, cela prendra un autre sens que le repli nationaliste qui se profile derrière la notion de démondialisation.

Il est enfin une troisième raison de rejeter la démondialisation du FN et de ses alliés involontaires de gauche. Habilement, cette idée surfe sur le besoin de relocaliser les économies, qui apparaît indispensable au vu de la désindustrialisation relative des pays développés et au vu des

gigantesques gaspillages sociaux, énergétiques et écologiques qu'entraîne une division internationale du travail poussée au maximum. Mais, curieusement, ou plutôt très logiquement, la démondialisation qu'on nous propose ne dit rien sur la remise en cause du modèle productiviste qui est intrinsèquement lié à la mondialisation du capitalisme. La réindustrialisation de Jacques Sapir et la préférence nationale des Le Pen font comme s'il était possible de revenir au capitalisme d'après-guerre. Or celui-ci n'a existé que parce qu'il était basé sur un consumérisme destructeur des équilibres écologiques, sur le pillage des ressources non renouvelables parce que les coûts énergétiques étaient très bas – toutes choses qui fondent la dette écologique du Nord vis-à-vis du Sud –, parce qu'il y avait des gains de productivité très élevés qui ne reviendront jamais à ce niveau, et parce que le tiers-monde était mis en coupe réglée. C'est d'ailleurs pour cela que le capitalisme accentue la pression sur le travail au fur et à mesure que les contraintes précédentes se durcissent. Et penser que la crise écologique planétaire pourrait être résolue par une somme de replis nationaux est carrément irresponsable.

Le monde a au contraire besoin de l'émergence d'un nouvel universalisme mettant enfin tous les humains à égalité. C'est le sens profond de l'altermondialisme. Cela signifie qu'il faudra évidemment une forme de déglobalisation, contre la globalisation imposée par le capitalisme, mais non pas à coups de replis nationaux mais plutôt par des coopérations renforcées et des régulations collectives des transitions sociales et écologiques à opérer, pour démarchandiser les sociétés et imposer la fin de la libre circulation des capitaux et des accords de libre-échange, la souveraineté alimentaire et le partage juste des richesses planétaires.

Les politiques d'austérité, aggravant la crise éclatée il y a quatre ans, mettent les sociétés au bord de l'explosion : Grèce, Portugal, Espagne, et demain ? C'est toujours dans ces moments d'extrême tension que les politiques autoritaires et anti-démocratiques, voire fascistes, se fraient un chemin sous les déguisements les plus divers. La guerre commerciale et monétaire aggraverait la concurrence entre les États et serait à l'opposé de l'objectif de solidarité que doit porter tout projet émancipateur : nous courrions le risque d'avoir la crise aggravée et, en prime, les idées, sinon les gens, d'extrême droite au pouvoir. À dégager, disent à leur tour les jeunes Espagnols avides de démocratie.

**Jean-Marie Harribey**

---

## Notes

[1] Sur tous ces arguments, voir Attac, *Le piège de la dette publique, Comment s'en sortir ?*, Paris, Les Liens qui libèrent, 2011 ; J.M. Harribey, « Sortir de quoi ? À propos de la discussion sur la sortie de l'euro proposée par Jacques Sapir », 28 avril 2011 ; « Sortir de l'euro et sortie de route », 2 mai 2011 ; M. Husson, « Sortir de l'euro ? », Regards, juin 2011 ; D. Plihon, « Faut-il restructurer les dettes européennes ? », janvier 2011. Voir aussi le débat entre D. Cohen et J. Sapir, « La mondialisation est-elle coupable ? », Alternatives économiques, n° 303, juin 2011.